

FORUM DES 9 GROUPEMENTS POLITIQUES AGRÉÉS

Port-au-Prince, le 10 septembre 2026

Monsieur Jacques DESROSIERS
Président du Conseil Électoral Provisoire CEP
En ses bureaux. -

Objet : Dernier appel à la raison



Monsieur le Président,

Le Forum des groupements politiques agréés s'adresse une nouvelle fois au Conseil Électoral Provisoire au sujet de la conduite du processus électoral.

Depuis plusieurs semaines, nous avons choisi le dialogue plutôt que la confrontation. Nos correspondances, nos rencontres avec le pouvoir exécutif et avec le CEP, ainsi que notre mémoire du 1^{er} septembre, ont exposé les principales failles du processus et proposé des solutions concrètes.

Nous voulons des élections capables de mettre fin à la transition et de donner au pays des institutions légitimes.

Or, les conditions actuelles nous éloignent de cet objectif.

Le niveau des inscriptions demeure extrêmement faible. Les problèmes liés aux citoyens déplacés et à la participation effective de la population restent entiers. À cela s'ajoutent les graves interrogations soulevées par le système de vérification des prétendus membres des partis et groupements politiques.

Le Forum est également informé que des partis politiques et des citoyens envisagent de se porter partie civile afin de faire valoir leurs droits légitimes face à l'utilisation frauduleuse de leurs noms et de leurs identités par le CEP, notamment lorsque des personnes sont déclarées membres de formations politiques auxquelles elles affirment n'avoir jamais adhéré. Nous disposons d'ailleurs de cas documentés et particulièrement significatifs de dirigeants et de chefs de partis ou de groupements politiques qui n'ont pas pu être inscrits comme membres de leur propre formation, alors même qu'ils en sont les responsables.

Cette situation est suffisamment grave pour que le CEP ne puisse se contenter de poursuivre mécaniquement son calendrier, au risque de cautionner la violation des droits des citoyens. Une telle attitude serait une forme de mépris à l'égard de leurs droits, ce qui est inacceptable.

C'est précisément pour éviter cette impasse que le Forum avait proposé, dans son mémoire, une alternative au système des 30 000 membres : un système de parrainage nominatif par 5 000 électeurs, chaque parrain étant identifié par ses nom et prénom, son adresse, son numéro de téléphone, son NINU et sa signature. Ces informations permettraient au CEP de vérifier l'identité de chaque parrain, de s'assurer de son consentement réel et d'identifier et d'éliminer les éventuels doublons, tout en réglant le casse-tête du pullulement astronomique des partis politiques dans le processus.

Cette formule est à la fois réaliste, vérifiable et beaucoup moins exposée à l'usurpation d'identité. Elle permet surtout de mesurer un soutien politique réel, plutôt que de construire artificiellement une représentativité à partir de listes dont la fiabilité est aujourd'hui contestée.

Il est encore temps d'arrêter la marche vers l'échec.

Monsieur le Président, nous vous le disons avec gravité : ne faites pas perdre leur temps et leur argent aux candidats, aux partis et aux groupements politiques.

Ils investissent déjà des ressources considérables dans un processus dont les conditions de réussite ne sont manifestement pas réunies.

Une élection suppose des électeurs en nombre suffisant, des compétiteurs placés sur un pied d'égalité, des règles acceptées, un processus crédible et une population qui puisse participer.

Et si le processus devait se poursuivre dans les conditions actuelles, le pays ne se dirigerait pas simplement vers une nouvelle crise politique : nous risquons de marcher vers une véritable catastrophe électorale. Ce que vous faites est simplement suicidaire. Il n'y a pas d'autres mots.

Le Forum demande donc que nous prenions le temps de traiter les problèmes déjà identifiés et de rétablir les conditions minimales nécessaires à des élections crédibles.

Nous vous proposons une rencontre avec l'ensemble des parties prenantes du processus électoral : le CEP, le pouvoir en place, les partis et groupements politiques agréés et les autres acteurs directement concernés.

Cette rencontre doit permettre de mettre les problèmes sur la table, d'examiner les solutions déjà proposées et de convenir des corrections nécessaires, notamment en ce qui concerne le décret électoral qui, entre autres, exclut de fait la majorité des candidats aux collectivités territoriales, le calendrier électoral, l'inscription des électeurs et la validation de la représentativité des partis et groupements.

Nous ne demandons pas au CEP de renoncer aux élections. Au contraire nous lui demandons de ne pas les compromettre inutilement.

C'est notre dernier appel à la raison.

Le Forum est prêt à participer sans délai à la rencontre que nous proposons.

Il appartient maintenant au CEP de prendre ses responsabilités.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Pour authentication:



Salvatory R. ST VICTOR

Suivent les groupements signataires :

1- Nom du groupement : SOL AYITI

Représentant : Charlot Murat

Signature : 

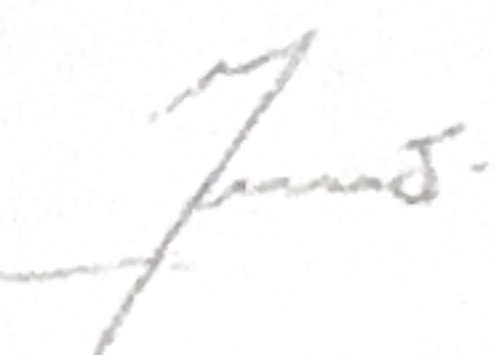
2- Nom du groupement : ANFÒS POU SOVE LONÈ

Représentant : Yvon Castillon Charles

Signature : 

3- Nom du groupement : COPPOS-HAITI et alliés

Représentant : Jamil Salomon

Signature : 

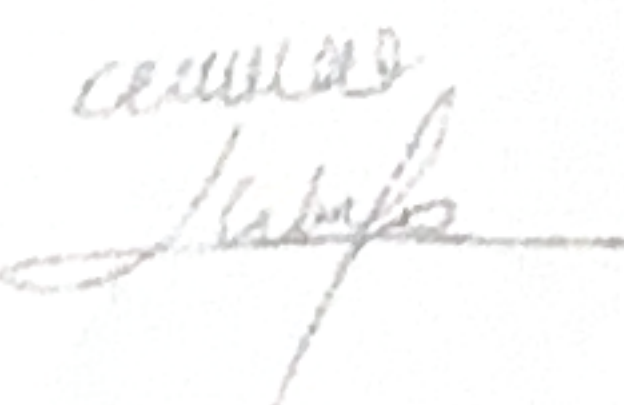
4- Nom du groupement : DEBOUT CITOYEN

Représentant : Phito Lafleur

Signature : 

5- Nom du groupement : DEBOUT PATRIOTES

Représentant : Wulson Joseph

Signature : 

6- Nom du groupement : DELIVRANS

Représentant : Pierre Franky Exius

Signature : 

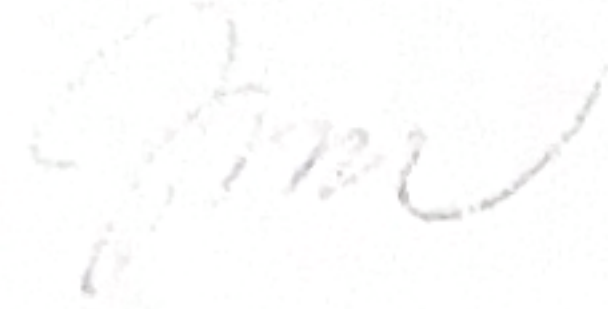
7- **Nom du groupement : GRAND**
Représentant : Iswick Théophin

Signature :



8- **Nom du groupement : PLATFÒM REKONSILYE**
Représentant : Arios Jn Charles

Signature :



9- **Nom du groupement : MYÈL**
Représentant: Salvatory R. ST VICTOR

Signature :



10- **Nom du groupement : PLATFÒM POLITIK GRAS POU AYITI**
Représentant : Jean Wilson Hyppolite

Signature :

